

## CONSEIL

Trois élus d'opposition ont voté contre, deux se sont abstenus.

Emmanuelle Boillot  
eboillot@midilibre.com

Avec quelque 80 dossiers à l'ordre du jour, le conseil municipal de rentrée, lundi soir dans la salle Zinga Zanga, s'annonçait chargé. Mais, il a fallu attendre la délibération 76 pour que le débat s'anime vraiment.

Après avoir fait verser 200 000 € par l'Agglo à l'ASBH, par le biais du budget communication pour devenir "sponsor maillot", Robert Ménard avait déjà annoncé que la Ville allait voter une subvention exceptionnelle de 200 000 € pour la SASP Béziers Rugby. Il avait en effet déclaré lors de l'assemblée générale extraordinaire du 7 septembre dernier : « Si nous n'avions pas amené cet argent, le club aurait été relégué par la DNACG. Je sais que je dis le contraire <sup>(1)</sup> mais on ne peut pas fermer les yeux et laisser tomber. En sachant qu'indirectement, la Ville sera actionnaire de l'ASBH, par le biais de la SCIC qui va permettre de recapitaliser le club (lire ci-dessous). »

Lundi soir, le maire a redit qu'une étude avait été commandée « pour avoir un regard indépendant sur le club ». La mairie aura les conclusions début octobre et « elle sera rendue publique ».

C'est l'élue d'opposition Christophe

Huc qui a demandé la pa-



Le conseil municipal, une nouvelle fois délocalisé à Zinga Zanga pour permettre la distanciation des participants.

role en premier. D'une voix forte, il a expliqué pourquoi il voterait contre cette nouvelle subvention exceptionnelle, « qui n'a d'exceptionnelle que son nom » : « Le club de rugby reçoit une subvention annuelle de 900 000 €. Cela représente plus d'un dixième de son budget. Elle est quatre fois plus importante que l'ensemble des subventions versées à tous les autres clubs biterrois. À la subvention exceptionnelle de ce jour, nous devons rajouter le partenariat de l'Agglo, la subvention exceptionnelle de 200 000 € que nous avons votée au mois d'avril dernier, celle de 300 000 € de juin 2019, celle de 271 000 € de février 2016. Nous arrivons à total de 7 271 000 €. auxquels il faut rajouter les 5 700 000 € de travaux effectués sur le stade

Raoul-Barrière. »  
Christophe Huc a poursuivi :

« **Devant ces incertitudes, je décide de voter à contrecœur contre cette énième subvention** »

CHRISTOPHE HUC,  
(CONSEILLER MUNICIPAL D'OPPOSITION)

« Nous ne pouvons pas continuer à engager autant d'argent public sans avoir connaissance des conclusions de l'audit financier et sans connaître les contacts avec de nouveaux partenaires, que vous annon-

cez dans la presse. Devant ces incertitudes, je décide de voter à contrecœur contre cette énième subvention. » Et anticipant une réponse que Robert Ménard avait déjà faite à l'élue d'opposition communiste un plus tôt, il a précisé : « Je ne conteste pas le résultat des élections municipales mais vous avez été élu par 68 % des suffrages exprimés et non par 68 % des Biterrois. » Pascal Resplandy et Véronique Vidal-Laur ont également voté contre. Nicolas Cossange et Thierry Antoine n'ont pas, eux, franchi le pas, et se sont abstenus. L'écologiste mettant l'accent sur la brouille « inquiétante entre le club et les supporters, le nouveau projet ne soulevant pas l'enthousiasme, ce qui est une situation inédite à Béziers ». Il a également rappelé que le

conseil municipal pouvait entendre des personnes extérieures afin qu'elles présentent leur projet, « surtout lorsqu'ils reçoivent beaucoup d'argent public ». Le maire a, de son côté, affirmé qu'il « partageait leurs inquiétudes mais qu'il n'allait pas s'abstenir ou voter contre car c'était se décharger de ses responsabilités » et qu'il ferait tout pour que « notre équipe ne redescende pas en Fédérale, ce club c'est notre fierté et cela ne se négocie pas ».

> <sup>(1)</sup> Robert Ménard avait indiqué au début de l'été lors d'une conférence de presse : « Un projet construit sur l'idée que la mairie pourrait donner encore plus d'argent est impossible. On ne construit pas un projet en se disant que les collectivités payeront l'addition ! »

midilibre.fr  
Suivez l'actualité locale en direct

## Un vote "contre" sans précédent

Beaucoup d'élus de l'opposition municipale biterroise ont râlé et réclamé les comptes de l'ASBH lors des dernières décennies. Ils voulaient ceux de la SASP, mais aussi de Passion Ovalie et de ses filiales. Mais, à l'heure du vote, ils ne s'opposaient pas directement au versement d'une subvention au club de rugby, certains s'abstenaient. Raymond Couderc, qui a été maire de Béziers durant trois mandats de 1995 à 2014,

usait déjà d'arguments proches de ceux de Robert Ménard aujourd'hui. En 2012, lors d'une crise particulièrement aiguë du club, il parlait de « devoir vis-à-vis de ce patrimoine immatériel ». Le conseil avait voté une subvention exceptionnelle de 100 000 €, ainsi qu'une subvention complémentaire de 300 000 €. Lundi soir, Nicolas Cossange a rappelé qu'en 2019, Robert Ménard avait fait la promesse à l'élue d'opposition, également communiste et inconditionnel du club, Aimé Couquet, de présenter les comptes de l'ASBH. En septembre 2020, les élus et la population biterroise n'ont toujours pas eu accès à ces comptes.

Les faits se sont déroulés dans la nuit du 20 septembre sur la commune d'Agde.

Emmanuelle Boillot  
eboillot@midilibre.com

Vers 1 h 50, dans la nuit du 20 septembre, les forces de l'ordre remarquent un véhicule arrêté en pleine voie sur la commune de Portiragnes. Le conducteur repart et fait des embardées. Elles le suivent, le perdent et une autre patrouille le retrouve. Une course-poursuite s'engage jusqu'à la commune d'Agde. La voiture finira par être bloquée mais l'homme au volant va redémarrer, faire une marche arrière en direction des policiers, dont un sera obligé de faire feu, et percuter leur véhicule. Le chauffard finira par être interpellé. Il avait

1,6 gramme d'alcool dans le sang et était en récidive. À la barre du tribunal correctionnel, il déclare qu'il a eu peur de la prison et qu'il a un problème avec l'alcool. Il reconnaît tous les faits mais pas les violences sur les policiers.

## Décisions de justice trop douces

Le président Martel lui demande qu'est-ce qu'il ne comprend pas dans les décisions de justice. Avant de poursuivre après avoir détaillé son casier qui comporte quatre mentions : « Elles sont trop douces pour vous. On dirait que vous avez envie d'aller faire un tour dans une colocation de 9 m<sup>2</sup>. » La représentante du parquet requiert trente mois de prison,



Le prévenu devra indemniser les policiers v

dont six mois avec sursis et obligations de soins, de travail et de passer le permis, le mandat de dépôt, la révocation d'un sursis de trois mois et la confiscation du véhicule. La défense plaide que son client n'a pas foncé délibérément sur les forces de l'ordre, « il a perdu le contrôle de son véhicule ».

Elle d...  
portio...  
socia...  
toujo...  
Le tri...  
tions...  
vra...  
amen...  
ciers...  
civile.

# Un an de détention pour avoir possédé 124 gr de cocaïne

## PORTIRAGNES

Le 17 septembre, la brigade des recherches de la compagnie de gendarmerie de Béziers a procédé à une perquisition à Portiragnes dans le cadre d'une enquête préliminaire portant sur un trafic de véhicules volés. De manière incidente, 124 g de cocaïne et une quarantaine de grammes de cannabis ont été découverts lors de cette opération.

Le détenteur de ces stupéfiants est un homme de 56 ans, sans lien apparent avec le trafic de

véhicules volés. Il a été placé en garde à vue et a affirmé qu'il s'agissait en partie de sa consommation personnelle mais que le plus gros de la cocaïne appartenait à son fournisseur qui lui avait confié. Il était donc envisageable qu'il serve de mule. L'homme occupant les locaux avait été placé en détention provisoire en attendant son jugement. Lors de l'audience de comparution immédiate, le tribunal n'a pas vraiment goûté la version servie par le prévenu, le faisant passer pour un simple consommateur.

C'est dans ce sens, que, lors des débats, le président Martel a insisté : « Il est particulièrement désagréable de s'apercevoir que l'argent de la solidarité nationale sert à acheter des produits stupéfiants. » Il faut dire que le mis en cause bénéficiait du RSA. La défense a plaidé la clémence des magistrats arguant sur le fait qu'il s'agissait d'un simple consommateur qui n'était pas poursuivi pour détention de stupéfiant, ni mis en cause dans le cadre de l'opération initiale des gendarmes visant à démanteler un trafic de

vé... ic...  
Le tri...  
Bézi...  
d'emp...  
tien...  
L'hon...  
damm...  
y a 20...  
priso...  
stupé...  
« Des...  
ser q...  
un li...  
drogu...  
et qui...  
destin...  
tion »...  
siden...

## AU FIL DES DOSSIERS

### ÉCONOMIE

Après avoir déjà abondé le Fonds de solidarité exceptionnel Occitanie, pour aider les entreprises à passer le cap de la crise sanitaire, la Ville complète d'aujourd'hui avec 123 000 €

service public du stationnement payant à la société Effia. Et autorisé la signature de la convention de répartition, entre la Ville et l'Agglo, des recettes de l'Effia pour stationnement

## La Ville contribue à lancer la SCIC Béziers sport développement

